

ÉCO - SOCIAL

Économie Finances Social Management Santé au travail

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE EUROPE CLIMAT

Pourquoi les quotas gratuits ont fait dérailler la réforme européenne du marché du carbone

Les députés européens n'ont pas réussi à s'entendre sur la refonte du marché européen du carbone et renvoyé les textes en commission parlementaire. Au cœur de la discorde : la date de l'arrêt des allocations de quotas gratuits aux industriels.

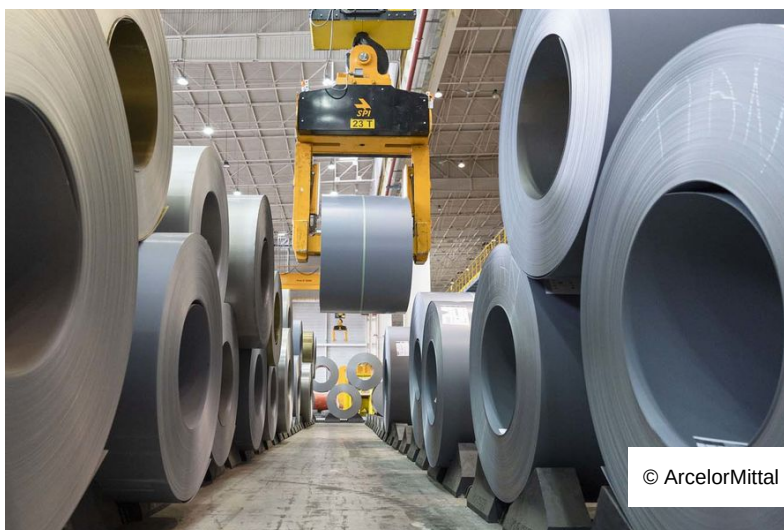
Réservé aux abonnés

Solène Davesne

13 Juin 2022 \ 08h00

🕒 5 min. de lecture

💬 Réagir →



© ArcelorMittal

L'acier doit être couvert par un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Son entrée en vigueur dépend de la disparition des quotas gratuits.

Et maintenant ? Les parlementaires européens avaient prévenu que l'adoption du paquet climat se jouerait à quelques voix près. Mais le rejet de la réforme du marché carbone européen, le 8 juin, a provoqué la surprise générale. Le président Renew de la commission environnement du Parlement, Pascal Canfin, espère parvenir à un nouveau texte de compromis d'ici au 23 juin.

Dans la foulée, deux autres instruments de la stratégie européenne pour réduire de 55% les émissions de CO2 d'ici à 2030, concernant le fonds social pour le climat et le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, ont été également renvoyés en commission parlementaire. « *On aurait pu s'attendre à un momentum politique en faveur d'une réforme ambitieuse* », regrette Julien Pellefigue, associé chez Deloitte, qui craint de voir les discussions aboutir sur un consensus mou.

VOS INDICES

source
INDICES COTATIONS ✓

Dollar Us (USD) - quotidien \$ USD/€ →
1.6 +220 Décembre 2021 Inflation en France - Indice des prix à la consommation - Ensemble des ménages En % →
126.6 +0.08 Décembre 2021 Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industrie manufacturière (NAF rév. 2 section C) base 100 en décembre 2008 →

Tous les indices →

Des amendements moins ambitieux adoptés

Afin de tenir son objectif de baisse d'émissions pour 2030, la Commission européenne a décidé de durcir le fonctionnement du système d'échange de quota carbone, qui couvre environ 40% des émissions en Europe. Depuis 2018, le marché carbone a déjà été apuré en partie de ses quotas en excès, qui maintenaient le prix carbone à un niveau très bas. La Commission a proposé d'accélérer le rythme de réduction des quotas carbone en circulation chaque année.

Publicité



« L'objectif est d'augmenter fortement le prix du carbone, pour être en ligne avec la transition voulue », rappelle Julien Pellefigue. Lors des débats en commission, les députés européens ont choisi d'aller plus loin. Ceux-ci avaient opté pour retirer encore davantage de quotas afin de réduire de 68% des émissions des industriels soumis au système ETS (emission trading scheme), contre un effort de 61% soutenu par la Commission. En séance plénière, le Parlement a finalement tranché pour un entre-deux, avec un objectif de 63% de baisse des émissions.

Mais c'est surtout sur la fin des allocations de quotas gratuits que le débat s'est cristallisé. Et son calendrier. La Commission européenne proposait d'y mettre fin en 2035. La commission environnement du Parlement souhaitait avancer à 2030 la date butoir. L'adoption en séance plénière d'un amendement repoussant à 2034 la fin des quotas gratuits a mis le feu aux poudres et

compromis, rejeté, prévoyait lui une échéance en 2032. « Passer de 2030 à 2034 n'est pas anecdotique. Pour le climat, c'est le stock des émissions de CO2 qui compte. Retarder les efforts même de quelques années complique encore plus l'objectif déjà ambitieux », plaide l'avocat de Deloitte.

Les quotas gratuits, principal point d'achoppement

Depuis le départ, la fin des quotas gratuits distribués aux industriels pour limiter les fuites de carbone est le point sensible de la réforme du système ETS. Pour les entreprises, l'enjeu est conséquent. Environ 94% des émissions industrielles sont couvertes par des quotas de carbone gratuit, selon l'institut Jacques Delors. En 2022, 560 millions ont ainsi été mis sur le marché, représentant une valeur potentielle estimée à 50 milliards d'euros par le think-tank. « Les allocations gratuites sont une forme de subvention. Vous pouvez vendre votre quota sur le marché », rappelle Thomas Pellerin-Carlin, directeur du centre énergie de l'institut dans un tweet.

Chaque industriel reçoit un nombre de quotas calculés sur ses émissions passées. Ce faisant, « plus les sites ont pollué par le passé, plus vous obtenez d'allocations gratuites », tacle le chercheur, sans tenir compte des efforts pour réduire les émissions. Les ONG soulignent que les rejets carbone de l'industrie n'ont au final quasiment pas baissé depuis l'instauration du marché carbone, à l'inverse des émissions du secteur énergétique... Pas concerné par les quotas gratuits. De quoi expliquer le lobbying intense mené ces dernières semaines. Dans une lettre ouverte, une centaine de dirigeants d'entreprises énergivores, dont Solvay, ArcelorMittal et Tereos, pointe du doigt une réforme « qui affaiblit les dispositions relatives aux fuites de carbone (...) et nuit à la compétitivité des industries européennes ».

pleine application du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Réclamé depuis longtemps par la France, le système doit aboutir à imposer le même prix du carbone aux importations en Europe de cinq secteurs : l'aluminium, l'acier, l'engrais, l'électricité et le ciment. Le report de l'un entraîne le report de l'autre, pour ne pas créer de double protection pour les entreprises européennes, incompatibles avec les règles de l'OMC.

Phase transitoire pour le mécanisme d'ajustement aux frontières

Mais les industriels font valoir que le mécanisme, nouveau, va devoir être éprouvé. « *La Commission européenne avait prévu un délai de dix ans de 2026 à 2036 pour adopter progressivement le mécanisme d'ajustement après un test « à blanc » en 2024 et 2025. Réduire cette phase de transition ne permettra pas de s'adapter si des difficultés apparaissent* », plaide Caroline Mini, experte du marché du carbone pour la Fabrique de l'industrie, porte-voix du secteur. D'autant que tous les secteurs couverts par le mécanisme n'ont pas les mêmes contraintes. Le mécanisme d'ajustement carbone ne prend pour l'instant en compte que les émissions directes du scope 1 (les émissions directes des entreprises). Pour l'aluminium par exemple, l'essentiel des émissions de CO2 relèvent du scope 2 (les émissions indirectes de la production d'énergie utilisée).

L'opposition des industriels va au-delà. « *Le calendrier de la disparition des quotas gratuits n'est pas notre sujet* », reconnaît Philippe Contet, le directeur général de la Fédération des industries de la mécanique, satisfait du rejet de la réforme du marché carbone. L'écrasante majorité de ses industriels ne sont pas concernés par le marché carbone. Mais la fédération s'inquiète du « *risque d'accélérer la désindustrialisation des secteurs en*

produits plus transformés, comme les voitures par exemple, et en renchérissant le coût des exportations européennes. La Commission européenne a prévu d'utiliser une partie des recettes générées par la disparition des quotas gratuits pour financer les investissements dans la décarbonation des industriels. « *Mais il est illusoire de croire qu'on va pouvoir réduire de 50% nos émissions sans conséquence pour une partie de l'industrie* », reconnaît Julien Pellefigue. Le bras de fer est loin d'être terminé.

SÉLECTIONNÉ POUR VOUS



Au congrès de la CFDT, Laurent Berger sera reconduit UN

Entre les grands groupes et les start-up «c'est lors du coup de foudre qu'il faut agir», prévient le consultant Lionel Aré UN

[Edito] Et si on en profitait pour innover sur les salaires ? UN

SUR LE MÊME SUJET

[COP 26] Le marché européen du carbone monte en puissance

Comment le marché carbone devrait devenir le pilier de la stratégie climat européenne

[Fenêtre sur l'Europe] Paris crie victoire trop vite sur la taxe carbone aux frontières

0 Commentaire

Réagir →

Partager



Essais cliniques : pourquoi choisir la Lituanie ?

Contenu proposé par **AMBASSADE**

SUJETS ASSOCIÉS

Transition écologique et énergétique

Europe

Climat

Réglementation

NEWSLETTER **Economie Social et management**

Nos journalistes sélectionnent pour vous les articles essentiels de votre secteur.

✉ Entrez votre email

Inscrivez-vous →

Votre email est traité par notre titre de presse qui selon le titre appartient, à une des sociétés suivantes...

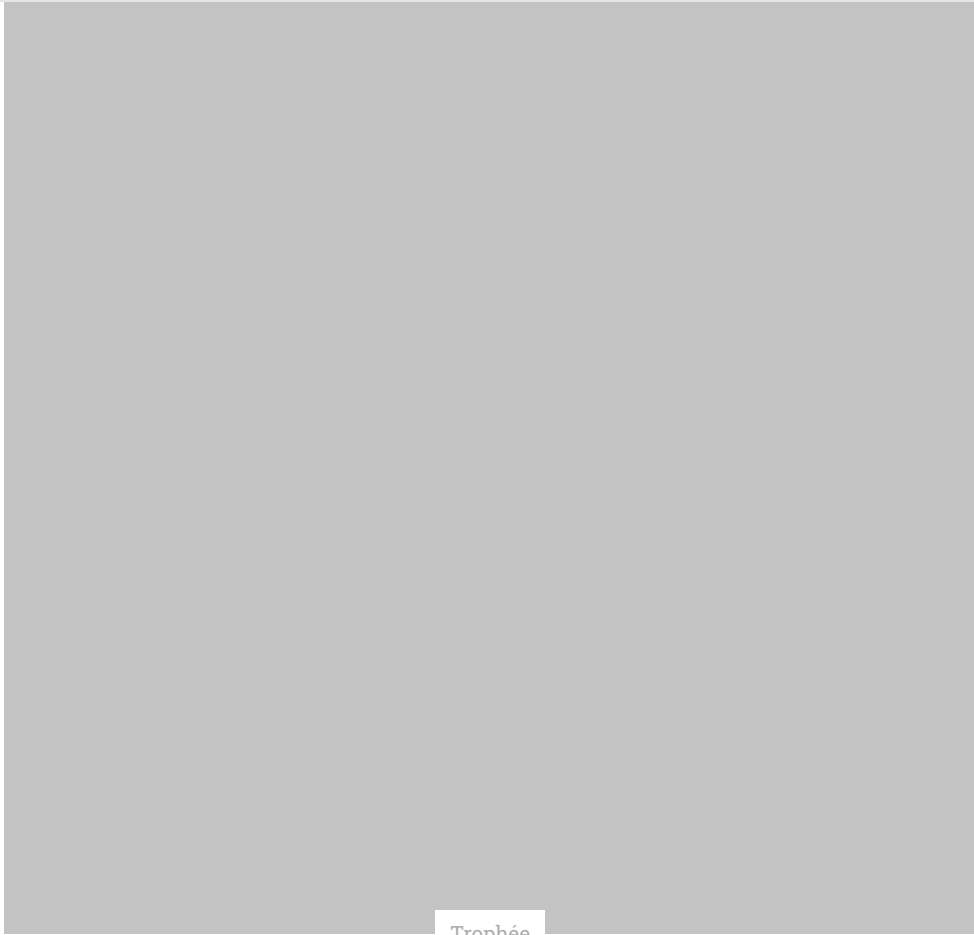
Lire la suite ▾

PUBLICITÉ

Éliminez les surcoûts
des opérations de
votre entrepôt

Contenu proposé par **MECALUX**

LES ÉVÉNEMENTS **L'USINE NOUVELLE**



Trophée

Trophées de la Simulation et des technologies numériques
Paris - 14 juin 2022

INDUSTRIE

Révéler les acteurs les plus innovants des technologies numériques : Simulation numérique, du HPC/HPDA, de l'Intelligence artificielle et du calcul quantique

[Programme et inscriptions →](#)

Conférence

MATINÉE INDUSTRIE DURABLE 2022
À Paris et en ligne - 28 juin 2022

Passez à l'action de la Décarbonation !

[Programme et inscriptions →](#)

Trophée

TROPHÉES INDUSTRIE DURABLE 2022
À Paris et en ligne - 28 juin 2022

Récompenser les démarches durables et de décarbonation les plus performantes

[Programme et inscriptions →](#)

LES PODCASTS



Connecter start-up et grands groupes

Dans ce nouveau numéro du podcast Inspiration, Thomas Ollivier, fondateur du Maif Start-up Club, répond aux questions de Christophe Bys.

[▶ Écouter cet épisode](#)



Le Mans, capitale du son

Dans ce nouvel épisode de La Fabrique, Olivier James nous emmène au Mans pour nous faire découvrir un écosystème surprenant : celui de l'acoustique. En quelques années, la... [UN](#)

[▶ Écouter cet épisode](#)



Le design dans le monde d'après

L'ancien secrétaire d'Etat socialiste, Thierry Mandon, est président de la Cité du Design de Saint-Etienne. Dans ce nouvel épisode du podcast Inspiration, il présente la Biennale...

▶ Écouter cet épisode



Viande in vitro, végétal... Frédéric Wallet dresse le menu de demain

Dans ce nouvel épisode de « Demain dans nos assiettes », notre journaliste reçoit Frédéric Wallet. Chercheur à l'Inrae, il est l'auteur de Manger Demain, paru aux... UN

▶ Écouter cet épisode

[Tous les podcasts →](#)

LES WEBINARS

✔ Inscription **100% Gratuite**

✔ **Alertes email** avant le webinar

28 juin 22

10h30 -



questions

économie circulaire : de la sélection à la valorisation de matières

Mise à disposition du replay

Proposé par Plastiques & Caoutc

+ 50 Replays disponibles

Je m'inscris au webinar →

LES SERVICES DE L'USINE NOUVELLE

Trouvez les entreprises industrielles qui recrutent des talents



Responsable R&D H/F



CORNILLEAU - 14/04/2022 - CDI - BONNEUIL LES EAUX

+ 550 offres d'emploi

Tout voir

Proposé par

ARTICLES LES PLUS LUS

1

L'Europe inquiète pour son approvisionnement en gaz après une explosion sur une usine de liquéfaction américaine UN

3

défense du Sénat
Christian Cambon UN

Matines, le numéro 1 français des oeufs, va cesser ses activités UN

2

Rafale et Suisse, plan B pour le Scaf... Les propos décoiffants du président de la commission de la

4

La filière aéro va recruter à tour de bras UN

Pourquoi la

5 services de cybersécurité chez Airbus fait grincer des dents [UN](#)

6 trois autres pays signent un contrat pour développer le drone européen [UN](#)

Après huit ans de

- [Mon compte](#)
- [S'abonner](#)
- [Nous contacter](#)
- [Mentions légales et CGU](#)
- [RGPD](#)
- [Paramétrage Cookie](#)

L'USINENOUVELLE.com, leader de l'information professionnelle B2B, vous propose de suivre l'actualité économique et industrielle des secteurs automobile et nouvelles mobilités, aéronautique et spatial, agroalimentaire, énergie et développement durable, santé, cosmétique et luxe, chimie, transports, BTP, défense, plasturgie, métallurgie, matières premières et matériaux, biens de consommation, électronique, informatique, télécoms, cybersécurité, numérique et des nouvelles technologies.

NOUS SUIVRE

Une marque du groupe